



SNUipp - FSU

**PRESSE**

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE 

SNUipp-FSU 38, Bourse du travail
32, av. de l'Europe
38030 Grenoble cedex 2

tél : 04 76 40 14 07
fax : 04 76 40 36 42
email : snu38@snuipp.fr
site : <http://38.snuipp.fr>

DÉPOSÉ LE 15/09/2006

Édito :**Mais quelle mouche les a donc piqués ?**

D'accord, c'est la rentrée, mais quand même ! Pourquoi un tel déchaînement ?

Mesdames et messieurs les instituteurs et professeurs des écoles, au pas ! Vous êtes fonctionnaires, vous obéissez à votre ministre, on si la bique en rond : C-A... et « *crotte de bique* » à la fin !

Quant aux élèves, au pas ! On obéit : note de vie scolaire ; si tu réussis, tu auras le droit d'aller fréquenter l'élite, sinon, tu resteras dans ton quartier, tu auras un beau PPRE signé par papa et/ou maman et si, avec ça tu n'y arrives pas, et bien ça sera de ta faute, et celle de ton instit, bien évidemment.

Et tout d'un coup, venu de nulle part, harro sur la carte scolaire : faut la supprimer ! La mixité sociale, ça ne marche pas, ne mélangeons pas les torchons et les serviettes et surtout cachez-nous cette misère qu'on ne saurait voir !

Sans oublier l'éloge de l'école privée (au moins ils connaissent leurs élèves, les profs du privé et ils leur demandent s'ils ont passé de bonnes vacances -studieuses bien sûr - et on ne badine pas avec la discipline !).

Et pendant ce temps là, nous, on a repris le boulot :

- des classes ont fermé à la rentrée sans que personne ne s'y attende,
- les enfants de maternelle vont savoir compter jusqu'à 32, puisque c'est soit disant tout à fait bien, une classe de 32 élèves en maternelle,
- les petits CP apprennent ce qu'apprendre à lire veut dire avec de beaux livres tout neuf (euh, pardon, je m'égare !)
- de nombreux enfants handicapés sont inscrits dans nos écoles sans aucun accompagnement ,
- des jeunes collègues paniquent dur à l'idée d'être plongés dans le grand bain d'un seul coup et les directeurs déchantent (du moins ceux qui avaient pu être enchantés l'espace d'un instant),
- les ZEP vivent leur dernier souffle,
- quelques uns de nos élèves ont le regard inquiet : leurs parents feront-ils partie des 6000 familles triées (au sort ?) par le ministre de l'intérieur, en vue d'une régularisation ? ...

Bref : tout va bien, circulez !

On nous annonce quand même 15 000 suppressions de postes pour l'année prochaine, donc des effectifs encore plus élevés, moins de psychologues scolaires, moins de remplaçants, moins de formation continue... heureusement, un avenir meilleur se profile avec un nouvel adulte au fond de la classe.

Et quoi ? Ils vont encore faire grève le 28 septembre ! On vous l'avait bien dit, c'est mieux dans le privé ! Mais de quoi ils se plaignent encore !

Erreur, nous ne nous plaignons pas !

- Nous refusons de voir voler en éclats ce fondement de notre République qu'est l'école publique. Le service public doit pouvoir assurer l'égalité des chances, c'est sa mission la plus noble et nous entendons le dire et le redire.
- Nous refusons de voir les politiques les plus réactionnaires enterrer une pédagogie progressiste, nous ne voulons pas marcher au pas. C'était tellement mieux avant ! Des décennies de recherche ne doivent pas passer aux oubliettes par pure démagogie électorale.
- Nous voulons une autre école, une école qui permette à tous les enfants de réussir leur vie. Dans une des plus grandes puissances du monde, il devrait être possible de répartir les richesses de manière un peu plus égalitaire.

**C'est ce que nous dirons, tous ensemble,
en grève, le 28 septembre !**

Anne Tuillon

Jeudi 28 septembre

- **Grève** dans l'Éducation nationale à l'appel des fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation
- **Manifestation** Place de la gare à 14 heures

■ Lettre aux parents

Nous vous proposons une lettre aux parents, vous pouvez la modifier à loisir.
Vous la retrouvez sur le site du SNUipp

Madame, monsieur,

La rentrée scolaire vient de se dérouler. Toute l'équipe enseignante a le souci et le souhait que votre enfant réussisse pleinement son année scolaire.

Les annonces budgétaires ministérielles confirment nos inquiétudes.

Les écoles publiques accueillent à cette rentrée 184 901 élèves de plus qu'en 2003. Cette hausse démographique n'est pas accompagnée par la création des postes nécessaires : un enseignant pour 45 élèves.

Cela se traduit concrètement

- par des hausses d'effectifs dans les classes, l'absence d'ouvertures là où elles seraient nécessaires et des fermetures pas toujours justifiées.
- Les remplacements sont moins bien assurés.
- La scolarisation des enfants de 2 ans, parfois même de 3 ans, se dégrade d'année en année.
- Les moyens pour accueillir les élèves en situation de handicap ne sont pas à la hauteur des enjeux.
- Tout comme les aides pour les élèves qui connaissent des difficultés scolaires.

Cette situation va encore s'aggraver puisque le Ministère a annoncé la suppression de 8 500 postes dans l'Éducation Nationale pour la rentrée 2007.

Contrairement au Ministre qui affirme : « *ceux qui parleraient d'une école en danger sont des agitateurs d'épouvantails à court d'idée* » nous disons que l'École publique connaît bel et bien depuis plusieurs années des coupes budgétaires importantes. Ce sont les élèves qui, en tout premier lieu, en subissent les conséquences. Le Ministre tente de cacher cette réalité en relançant des débats stériles comme celui sur la lecture, en méconnaissance de ce qui fait réellement dans les classes.

Le métier d'enseignant évolue, il doit continuer d'évoluer avec le monde et les élèves d'aujourd'hui afin de faire réussir tous nos élèves. Ce qui nécessite des choix plus ambitieux : travailler en équipe, mieux former les personnels, renforcer les dispositifs d'aide pour les élèves qui ont le plus de difficulté, donner du temps aux enseignants pour rencontrer les familles.

C'est pour toutes ces raisons que nous serons en grève le jeudi 28 septembre, à l'appel de toutes les fédérations de l'Éducation nationale, des parents d'élèves, des lycéens et des étudiants.

L'équipe enseignante

SNUipp-FSU - Section de l'Isère - échos des cours - Bulletin édité par la section de l'Isère du SNUipp - Publication bimestrielle - Prix : 1 euro

Adresse : Bourse du Travail - 32 av. de l'Europe - 38030 GRENOBLE CEDEX 2

Téléphone : 04 76 40 14 07 - Télécopie : 04 76 40 36 42 - Courriel électronique : snu38@snuipp.fr

Directeur de la publication : Anne Tuailon - Mise en page : Anne Tuailon - Imprimé par nos soins - Commission paritaire : 0311 S 07760 - Dépôt légal août 2006

Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp Isère.

Conformément à la loi du 8/01/78 vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp Isère.

Les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT et UNSA Éducation confirment leur dénonciation des décisions budgétaires du gouvernement pour 2007 qui, s'ajoutant aux coupes intervenues depuis 2003, conduiront à réduire considérablement les moyens du service public. Il s'agit bien d'une politique à courte vue, rétrograde dans ses choix et dangereuse pour l'avenir dont les élèves, les jeunes, notamment ceux qui sont le plus en difficulté, tout autant que les personnels vont payer le prix : dégradation des conditions d'enseignement et de travail, réduction de l'offre d'enseignement, précarité accrue...



Elles se félicitent de l'unité réalisée avec les parents, les lycéens et étudiants pour engager ensemble l'action contre ces choix et pour une politique éducative qui assure la réussite de tous. Elles appellent les personnels à réussir la première journée de mobilisation du mercredi 6 septembre (manifestations, rassemblements délégations...au plan local).

Conformément à leur engagement commun elles décident d'appeler les personnels à faire grève le jeudi 28 septembre.

■ Réunions - AG de grève

Secteur	Date	Heure	Lieu
Beaurepaire	consulter le site -attente de salle		
Fontaine - Vercors	jeudi 28 septembre	9h00	Salle de réunion - Maison des sportfs Parc Karl Marx - Fontaine
Grenoble	jeudi 28 septembre	9h30	Bourse du Travail de Grenoble 32 avenue de l'Europe - (Gd Place)
Pontcharra	jeudi 28 septembre	9h	Mairie de la Terrasse
Roussillon	jeudi 28 septembre	9h	Foyer Henri Barbusse - Roussillon
Saint-Égrève - Voiron	jeudi 21 septembre	17h30	École maternelle la Monta - Saint Égrève
Saint Marcellin	lundi 25 septembre	18h00	Salle de réunion n°1 - Vinay
Saint Marcellin	jeudi 28 septembre	9h	Salle des fête - Cognin les Gorges
Saint-Martin d'Hères - Meylan	jeudi 28 septembre	10h00	Maison de quartier Romain Rolland - SMH
Villefontaine	jeudi 28 septembre	8h30	Salle Latimier - Parc de Vellein - Parc du Vellin à côté de la nvle salle de spectacle - Villefontaine

■ Grève administrative - direction d'école

Blocage de l'enquête 19 !

Réussir l'action « direction et fonctionnement de l'école » : c'est l'enjeu !

La rentrée est passée. Avec elle, l'enquête légère de rentrée concernant les effectifs.

La prochaine étape importante, **c'est l'enquête 19** qui comprend l'ensemble des statistiques générales des écoles.

Le Ministre considère que le dossier « direction » est clos. Nous devons lui démontrer qu'il n'en est rien. La grève administrative et le blocage de l'enquête 19 est un moyen de le faire.

■ CAPD du 28 août, nous n'avons pas siégé !

Rentrée en fanfare pour les délégués du personnel.

Le 28 août, nous étions prêts à siéger en CAPD. Un hic cependant : nous n'avons pas de documents préparatoires alors qu'il est prévu par le règlement intérieur que nous recevions une semaine avant la CAPD.

Comme depuis des mois, voire des années, nous constatons que les conditions dans lesquelles nous préparons les CAPD sont de plus en plus mauvaises.

Les délégués du SNUipp, du SE, du SGEN et de FO ont donc décidé de ne pas siéger pour marquer leur refus de travailler dans ces conditions. La CAPD n'est pas une chambre d'enregistrement, nous ne sommes pas dans la co-gestion, nous voulons pouvoir défendre les collègues en contrôlant les opérations. Et ça n'est pas sans aucun élément que nous pouvons le faire.

Résultats des intégrations dans le corps des PE et dans la Hors classe à l'issue de la prochaine CAPD, le 21 septembre.

Carte scolaire : Connaissez-vous l'histoire de la grenouille à grande bouche ?

Si vous ne connaissez pas cette histoire, nous allons vous la raconter, car celle-ci vaut bien un détour !

Au mois de janvier, sur le chemin du groupe de travail carte scolaire académique :

*Bonjour, je suis la grenouille à grande bouche et je mange des **mouches**, dit la grenouille à grande bouche en lançant sa longue langue collante et très fière d'en avoir attrapé bien plus que toutes les autres !*

Au mois de mars, comme la grenouille à grande bouche s'ennuyait, elle alla se promener au CTP départemental. Elle rencontra l'oiseau bleu et lui demanda ce qu'il mangeait.

*Moi je mange des **vers** et des **limaces** qui bavent, répondit l'oiseau bleu mais par contre je n'aime pas les **escargots**.*

La grenouille à grande bouche étonnée par cette réponse poursuivit néanmoins son chemin.

Au mois de juin au CTPD d'ajustements, elle rencontra la petite souris rousse à qui elle posa la même question.

*Moi je mange des **graines** et des **fruits** bien juteux, répondit la souris.*

La grenouille à grande bouche, amusée par la réponse de la souris, ne s'en inquiéta pas plus et continua son chemin tout l'été.

Au mois de septembre, elle rencontra alors le gros crocodile vert aux terribles dents blanches, et elle lui posa la même question. La réponse du crocodile la mit alors dans tous ses états:

Moi je mange de très jolies grenouilles à grande bouche !

La grenouille se fit alors une toute petite bouche, aussi petite que possible, espérant passer inaperçue, et n'eut d'autre choix que de retourner dans sa marre dans un grand PLOUF !

Maintenant vous pouvez relire cette histoire en remplaçant les mots suivants :

mouches = postes

vers = postes de RASED créés et surtout redéployés

limaces = 32 postes de TR créés

escargots = 4 postes de CRI supprimés

graines = postes de TRS

fruits = 4 postes de référents créés

Imaginez que ce gros crocodile vert symbolise toutes ces écoles du département où les effectifs dans les classes sont de plus en plus chargés et où les conditions de travail sont plus que difficiles. À vous de deviner maintenant qui peut bien être la grenouille !

Y a-t-il une morale à cette histoire ?

Claironner trop vite que nous devons être satisfaits d'avoir obtenu la meilleure dotation académique en postes cette année (47 postes), n'aboutit finalement à aucune amélioration significative des conditions d'accueil de nos élèves dans les classes. Est-ce vraiment une surprise ?

Valérie Millier, Karyn Saridjan

Pour ceux qui préfèrent la version originale :

La grenouille qui avait une grande bouche

K. Faulkner – J. Lambert



■ Suite aux incidents survenus le jour de la rentrée dans une école de Bourgoin-Jallieu, l'ensemble des syndicats siégeant au CTPD a fait part de son inquiétude face à l'exaspération des parents d'élèves et à la tension grandissante dans les relations parents-école.

La motion suivante soumise au CTPD du 8 septembre par l'ensemble des représentants des personnels a été votée à l'unanimité:

« Nous condamnons vivement l'agression subie par notre collègue IEN à Bourgoin-Jallieu. Ce type d'agissement est inacceptable. L'expression des revendications doit se faire dans le respect de la loi. Tout fonctionnaire, dans l'exercice de ses missions a droit au respect de sa personne et de sa fonction. »

■ Maîtres référents : un des scandales de la rentrée

Au mois de juin, nous interpellions le Préfet et le Conseil général sur la situation insupportable qui se profilait pour la rentrée.

La situation de ces collègues est absolument scandaleuse. Les nouveaux référents (du moins ceux du Sud) ont fait la rentrée sans locaux, sans matériel. Ils occupent les locaux des autres référents.

On ne sait pas quand cela sera réglé.

La question des crédits de fonctionnement n'est toujours pas résolue depuis le mois de janvier : ce sont les Inspections (au lieu du Conseil général via la Maison départementale pour le handicap de l'Isère MDPHI) qui fournissent etc. etc. Leurs frais de déplacement ont été toujours réglés par l'EN pour l'instant ; qu'en sera-t-il à partir de la rentrée ?

Tout ceci sachant qu'il y a un manque criant d'accompagnement pour les enfants handicapés, cela donne une idée des conditions dans lesquelles travaillent nos collègues référents.

Des enfants ne sont pas scolarisés, d'autres le sont uniquement par la « bonne volonté » des collègues ce qui est inadmissible !

Tout le monde trinque : les enfants, les familles, les collègues.

À part ça, la rentrée s'est bien passée !

Grenoble : dépistage en petite section par le service de santé scolaire municipal

Suite à l'introduction d'un questionnaire largement contesté, concernant l'observation des élèves en petite section, l'adjointe au maire chargée de la santé publique et le service municipale de santé scolaire ont fini par rencontrer vendredi 30 juin 2006 à 17h30, des représentants des syndicats (un représentant de la CGT, deux du PAS et trois du SNUipp), des fédérations de parents d'élèves (UNAPEL pour les écoles privées sous contrat et la FCPE), les DDEN (deux), les directeurs d'école (3 étant présents ou leur représentant) et le médecin de la santé scolaire de l'IA38.

Pour situer le contexte, il faut rappeler que la ville de Grenoble, comme onze autres villes en France, a instauré depuis de nombreuses années un service de santé scolaire municipal qui comporte à ce jour un médecin pour 2500 élèves et une assistante sociale pour 800 élèves (public et privé confondus). La médecine de santé scolaire éducation nationale n'intervient pas dans les écoles grenobloises.

Avec le souci légitime et reconnu par l'ensemble des interlocuteurs présents à cette rencontre, le service de santé scolaire s'est donné comme priorité de renforcer le suivi des enfants « repérés » parmi les 14 000 élèves grenoblois. Un dépistage individuel et systématique est réalisé pour chaque enfant, accompagné de sa famille, l'année de « grande section ». Le service de santé scolaire veut par ailleurs organiser un suivi des élèves qui seraient désignés comme en difficulté soit dans l'acquisition du langage, soit dans le comportement, dès l'année de petite section.

Un nouveau questionnaire (questionnaire Chevrier-Muller) que renseignerait l'enseignant de « petite section », a été proposé.

C'est donc sur la « méthode » qu'a porté la contestation des représentants du SNUipp. Au-delà du fait que nous doutions de l'utilité d'un questionnaire systématique en petite section tant au niveau des résultats pour l'élève que de la lourdeur de la tâche pour l'enseignant, nous avons rappelé que le contexte politique actuel (loi Fillon, loi Sarkozy sur l'immigration et sur la prévention de la délinquance etc.) nous rendait hostiles à tout questionnaire individuel écrit, renseignant quelque institution que ce soit, sur le comportement de l'enfant, sur son milieu économique ou sa capacité à maîtriser le français. Nous accepterions une trame d'observation qui permettrait un échange pertinent avec le médecin scolaire dans un entretien oral.

Nous avons aussi regretté l'absence de concertation avec les enseignants de petites sections. L'ensemble des participants a souhaité que ce travail de prévention puisse s'effectuer à travers un réel partenariat entre les enseignants, les RASED et le service de santé scolaire et non par délégation hiérarchique.

Un rendez-vous est pris pour la rentrée avant toute mise en œuvre des procédures de dépistages dans les petites sections de la ville de Grenoble. Une demande de formation a aussi été formulée afin que chacun s'entende sur les termes employés et intègre les missions respectives des différents partenaires : les soins pour la santé, l'instruction et l'éducation pour les enseignants. À suivre...

Gabrielle Beyler, Valérie Millier, Martine Viboud

■ Secteur de Villefontaine

Nord Isère : lors de notre réunion de secteur de rentrée, nous avons décidé d'adresser collectivement une lettre de revendications aux élus. Chaque école peut s'approprier, adapter, signer cette lettre (pieoman@wanadoo.fr et rene.raffard@wanadoo.fr). Nous regrouperons les lettres et les porterons ensemble aux élus le 28 septembre, jour de la grève.

■ Réseau Éducation sans frontières Un été de veille, une rentrée dans l'inquiétude.



L'année dernière, partout en France, des collectifs se sont créés, des liens se sont tissés, des informations ont circulé. Tout cela dans un même objectif : faire respecter le droit de chaque enfant à étudier, à grandir dans la paix et la sécurité auprès de ses parents.

Face à une mobilisation sans cesse grandissante, le gouvernement a été obligé de reculer par deux fois ; après

avoir ironisé sur « ces collectifs qui ne représentent qu'eux-mêmes », il a tout d'abord reporté à la fin de l'année scolaire les expulsions des familles. Face à la pression qui s'accroissait, le 13 juin 2006, le ministre de l'Intérieur a mis en place une circulaire permettant la régularisation de certaines familles. Cette circulaire prenant fin le 13 août, les préfetures durent, dans l'urgence, convoquer les familles susceptibles d'être concernées et mettre en place leur accueil (avec un effectif restreint, nous étions en pleine période de vacances).

Le Réseau 38 avait déjà prévu une chaîne d'urgence pour parer aux expulsions possibles durant l'été ; il a en plus fallu qu'il s'organise, fin juin, pour être présent tout l'été en Préfecture, pour apporter son soutien aux familles convoquées.



À ce moment là, notre travail s'est considérablement transformé.

En effet, nous sommes entrés en contact avec près de 130 familles convoquées à la Préfecture de Grenoble. Ces familles répondent toutes aux critères énoncés par la « circulaire Sarkozy » : vivre en France depuis deux ans au moins, avoir des enfants scolarisés depuis septembre 2005 et manifester « une réelle volonté d'intégration » (encore que là-dessus, quel jugement peut-on porter qui ne soit pas complètement subjectif ?).

À la fin de la procédure, le 13 août, le Ministre de l'Intérieur annonce que 6 000 familles, parmi les 30 000 qui ont été convoquées comme répondant aux critères, seront finalement régularisées. Comment le choix va-t-il se faire ? Que deviendront les autres ?

Une réponse possible à cette question, sinistre : le journal officiel nous annonce le 15 août, la création d'un fichier informatique ELOI (pour éloignement, eh oui !) recensant ces familles ayant répondu aux convocations, recensant également ceux qui les hébergent et même, ben ne nous gênons pas, ceux qui leur rendent visite.



Et puis, il ne faut pas oublier que, malgré la mobilisation du RESF, on expulse toujours en France. Les cas dramatiques des jeunes majeurs scolarisés, Aminata, Abdallah, Jeff ont forcé la porte des médias. D'autres jeunes sont à chaque instant en danger. Quant aux autres personnes sans-papiers, célibataires isolés, homme ou femme, les centres de rétention restent pleins, les départs s'enchaînent, les charters se remplissent...

Les réponses de la préfecture de l'Isère ont peu à peu été connues par les familles, leur donnant un nouvel élan, un nouvel espoir quand elles étaient positives. Sur les 130 familles, environ 45 sont dans ce cas.

Les autres, à la veille de la rentrée, ne connaissaient toujours pas la décision prise, restant ainsi dans l'incertitude la crainte engendrée par la précarité de leur situation. .

Pire, le 31 août, alors que le réseau était reçu par le secrétaire du Préfet qui tenait un discours qui se voulait « rassurant », les forces de l'ordre, dans le même temps, intervenaient à Chanas auprès de familles sans-papiers de Macédoine, pour leur apporter la réponse négative de la Préfecture.

Notre réaction a été immédiate mais l'inquiétude reste vive pour ces familles qui n'ont aucun avenir en Macédoine.

Il faut rester vigilant. Une mobilisation d'ampleur va être nécessaire pour les protéger.

Gabrielle Beyler



Nous avons besoin de vous tous et toutes

· Nous avons lancés un Appel solennel pour rappeler l'obligation d'inscrire et d'accueillir tous les élèves dans les établissements scolaires, quelle que soit la situation administrative de leurs parents.

En cette rentrée, dans vos écoles, dans vos classes, vérifiez que tous vos élèves sont bien présents.

· Nous appelons à **soutenir les enfants, chaque fois qu'une famille est menacée**. En nous appuyant sur ce qui a été construit jusqu'ici, il faut oeuvrer à la création de nouveaux collectifs, avec les familles concernées, dans les écoles, les quartiers.

- Le RESF 38 a organisé le 28 août un parrainage républicain à la Mairie de Vizille. Il s'agissait d'apporter une protection, de mettre au grand jour les cas les plus urgents. **D'autres parrainages vont avoir lieu**. Nous avons constaté que la meilleure défense pour ces familles, ce sont les citoyens et les citoyennes qui l'apportent, en les entourant, les soutenant, montrant ainsi leur attachement aux valeurs humaines et à la solidarité.



Mail : resf38@no-log.org

<http://www.educationsansfrontieres.org/>, rubrique RESF 38



Monsieur le Ministre, j'enseigne en CP (et j'ai ma réunion de rentrée)

Les déclarations de rentrée du Ministre de l'Éducation nationale concernant la lecture va mettre mal à l'aise bon nombre d'enseignants... surtout ceux qui, pour la première fois vont enseigner en CP. Ceux qui ont déjà fait leurs preuves seront peut-être moins embêtés (quoique...)

Que faire alors ?

Je suis fonctionnaire mais je suis convaincue, comme une majorité de mes collègues, que si la méthode globale doit être prescrite, le recours exclusif au B.A.BA est tout aussi inefficace.

Pourquoi Gilles de Robien en fait-il autant, et ce contre l'avis de la communauté éducative ?

Sa volonté est double :

- alimenter la suspicion vis à vis du corps enseignants et du service public de l'Éducation nationale.
- nourrir la rengaine du « c'était mieux avant », le B.A.BA rappelant le « bon vieux temps »

Que vais-je dire ?

Les enseignants ne sont pas des « criminels ». Si vraiment, il y avait un remède miracle, nous serions les premiers à l'utiliser. Or à ce jour, les neurosciences ne sont pas capables de déterminer les meilleures méthodes. Je vais donc informer les parents de la réalité des pratiques dans les classes. Je vais m'appuyer sur les 2 livrets du ministère de l'E.N. parus en 2002-2003 et 2004-2005 : lire au CP 1 et 2 et sur l'excellent 4 pages du SNUipp sur la lecture. Surtout, il faut rappeler que la majorité des élèves apprennent et qu'il ne faut pas s'inquiéter. Et que nous ferons tout pour remédier et prévenir les difficultés scolaires.

Bon courage à toutes et tous. N'hésitez pas à nous contacter en cas de difficultés. Pour le SNUipp il y a volonté d'accompagner les enseignants et d'informer les parents.

Vous pouvez nous demander des exemplaire du 4 pages spécial lecture pour diffusion auprès des parents. Vous trouverez sur le site du SNUipp Isère un diaporama qui pourra aussi vous aider pour vos réunions

Maryse Schatteman, enseignante en CP -CE1

